

AGENTS DE FRET SNCF







UNE MOBILISATION EXEMPLAIRE

MERCI

Le 26 septembre dernier, 3 000 cheminots se sont mobilisés devant le ministère de la Transition écologique à Paris pour faire entendre leur voix face à la situation catastrophique de Fret SNCF.





AMER MINISTÈRE

L'intersyndicale cheminote avait organisé une célébration pour accueillir François Durovray, le nouveau ministre délégué chargé des Transports, avec une manifestation unitaire et une table ronde conviviale. Malheureusement, le rendez-vous a été terni par l'absence du ministre, qui a délégué ses lieutenants, promettant des réponses rapides alors que l'échéance fatale pour Fret SNCF approche inexorablement : le 31 décembre 2024.

LUTTER SANS CESSE

L'UNSA-Ferroviaire reste ferme : nous continuerons à lutter contre la décision injuste de discontinuité pour Fret SNCF. Le nouveau ministre doit revenir sur cette décision. La pression de la Commission européenne pèse sur les opérateurs historiques et Fret SNCF, devenue une société par actions simplifiées depuis 2020, et désormais soumise à des procédures d'insolvabilité.

















AMER CONSTAT

Les agents de Fret SNCF se trouvent dans une situation incertaine. Le gouvernement veut poursuivre le fret, mais sans l'opérateur historique et dans des conditions défavorables. Des promesses de doublement du report modal sont vaines si nous continuons à démanteler l'outil industriel. Il est urgent que le gouvernement stoppe cette dérive et suive la recommandation n° 27 de la Commission d'enquête parlementaire, en fixant un moratoire.

L'EXEMPLE DE LA **GRANDE BRETAGNE**

L'ouverture à la concurrence est une aberration. Depuis plus de 30 ans, le Royaume-Uni connaît une baisse de la sécurité, une dégradation du

service et une hausse des coûts. La renationalisation est devenue une nécessité, soutenue par 76 % des citoyens britanniques. Il est urgent d'adopter des choix différents en France pour éviter la catastrophe!

INVESTISSEMENTS EN BERNE

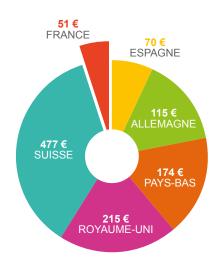
Aucune nouvelle des 100 milliards promis pour le développement du réseau ferroviaire. Au contraire, les cheminots subissent des pressions d'autofinancement et des objectifs inatteignables. L'État doit agir pour rétablir l'équilibre et inverser cette dynamique destructrice. Il est temps d'instaurer une loi de programmation des investissements ferroviaires pour répondre aux attentes des citoyens, garantir la sécurité des transports et maintenir un outil de travail digne du 21e siècle.



NE BAISSONS PAS LES BRAS! ENSEMBLE, COMBATTONS CETTE DÉCISION QUI MET EN PÉRIL L'AVENIR DU FRET.

LE RÉSEAU **FRANCAIS DERNIER DE** LA CLASSE

Depuis 2013, le groupe ferroviaire SNCF a perdu 20 000 salariés. soit une baisse de 12 %. Voici les investissements par habitant et par an pour le réseau ferroviaire dans différents pays.



POUR L'UNSA-FERROVIAIRE

Il est temps de faire les choix utiles pour l'avenir du ferroviaire en France qui souffre depuis trop longtemps d'un désengagement de l'État! Penser que le système ferroviaire ne sera que subventionné à la marge est un contresens économique. Tous les pays voisins investissent massivement pour moderniser le réseau afin d'offrir une qualité de service digne des enjeux de la transition écologique. La France décroche!

Le réseau vieillit! Sans vision politique, sans ambition aucune hormis quelques rustines, le gouvernement fait le choix de se débarrasser de ses actifs, aujourd'hui aux régions, demain, qui sait, à de nouveaux concessionnaires? Sortir le transport du ministère de la Transition écologique alors que c'est le premier poste d'émissions de gaz à effet de serre et le premier acheteur d'énergie électrique, quel cynisme!















